

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 31 MARS 2017

31/03/2017 - 1

Date de la convocation : Vendredi 24 Mars 2017. Nombre de membres en exercice : 60. Quorum : 31 Présents : 50 Pouvoirs : 5

Le Vendredi 31 Mars 2017 à 18 heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Douaisis s'est réuni Salle Marceline du Parc des Expositions de Douai, sous la présidence de M. Christian POIRET, Président.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Nadine MORTELETTE, M. Bruno VANDEVILLE, M. Alain BOULANGER, M. Freddy KACZMAREK, Mme Marie-Pascale SALVINO, M. Christian COURTECUISSÉ, M. Jean-Claude DHALLUIN, M. Claude HEGO, Mme Marylise FENAIN, M. Frédéric CHEREAU, Mme Annick LOUVION, M. Daniel SELLIER, Mme Brigitte BONNAFFE-LERICHE, M. Jackie AVENEL, Mme Avida OULAHCENE, M. Jean-Luc DEVRESSE, Mme Nadia BONY, Mme Françoise PROUVOST, M. Franz QUATREBOEUF, M. Alfred BOULAIN, M. René LEDIEU, M. Lionel BLASSEL, M. Henri COQUELLE, M. Alain WALLART, Mme Monique PARENT, M. Jean-Jacques PEYRAUD, Mme Reine DEFRAUCE, M. Jean-Michel MIROIR, M. Didier TASSEL, M. Francis FUSTIN, Mme Maryline LUCAS, M. Jean-Luc HALLE, M. Jean-Paul FONTAINE, Mme Nacéra SOLTANI, M. Martial VANDEWOESTYNE, M. Christian POIRET, Mme Nicole DESCAMPS-VOTTIER, M. Thierry PREIN, M. Alain SEGOND, M. Lionel COURDAVAULT, Mme Cosette MARQUETTE, M. Pascal GEORGE, M. Christophe DUMONT, Mme Johanne MASCLÉ, M. Henri JARUGA, Mme Fatima LESPAGNOL, M. Jean-Pierre STOBIECKI, M. Patrick MERCIER, M. Dominique RICHARD, Mme Claudine PARNETZKI.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ POUVOIR :

M. Gilles POULAIN (pouvoir à M. Frédéric CHEREAU), M. Christian DORDAIN (pouvoir à M. Alfred BOULAIN), M. Jean-Michel SZATNY (pouvoir à M. Daniel SELLIER), Mme Thérèse PARISSEAUX (pouvoir à Mme Annick LOUVION), Mme Caroline SANCHEZ (pouvoir à M. Martial VANDEWOESTYNE).

EXCUSÉS :

M. Guy CANNIE, Mme Annie GOUPIL, M. Romuald SAENEN, M. Alain MENSION, Mme Karine SKOTAREK.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

Mme Florence GERARD.

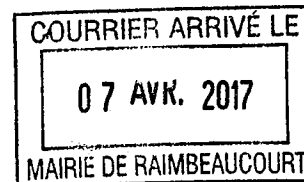
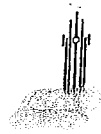
ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA RÉUNION :

Mme Catherine BLOT, Directeur Général des Services, M. Luc BERNARD, Directeur de l'Archéologie Préventive, M. Guy GEVAERT, Directeur Juridique, M. François LAURENT, Directeur de l'Administration Générale, M. Jean-Jacques HERIN, Directeur du pôle Aménagement, Réseaux et Environnement, M. Frédéric FUND, Directeur Eau potable, Mme Frédérique NORMAND, Directrice Voiries-Electricité, M. Paul-André KOTTELANNE, Directeur Financier, M. Guillaume BOUQUET, Contrôleur de Gestion, Mme Myriam STANISLAWIAK, Directrice des Marie-Martine POIROT, Directrice du pôle Développement Territorial, M. Yves DELPLANQUE, Directeur du pôle Développement Economique, M. Chékib BEN SMIDA, Directeur du Développement Durable, Mme DROULLOURS Marion, Directrice de la Communication, Mme Corinne CREQUIT, Responsable Prospective et financements extérieurs, M. Cédric GILLERON, Responsable du service Technologies Information Communication., M. Pascal DHAUSSY, M. Frédéric AUBERT.

2 – Tourisme

2.1 – Extension de la compétence Tourisme – Organisation de visites - Modification des statuts de la CAD





Conformément à la loi NOTRE, la CAD s'est dotée au 1^{er} Janvier 2017 de la compétence obligatoire « tourisme », libellée comme suit à l'article L5216-5 du CGCT et à l'article 5.1.1 des statuts de la communauté :

→ « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* ».

Il ressort de l'étude sur les modalités de gestion de cette nouvelle compétence sur le territoire de la CAD, que cette dernière gagnerait à être étendue, au-delà de la définition minimale qu'en donne la loi, à l'organisation des visites dans les monuments et les différents sites remarquables que compte la CAD.

C'est la raison pour laquelle, il est envisagé de proposer au Conseil communautaire de procéder à une modification statutaire qui permette d'étendre la compétence communautaire tourisme à l'organisation de ces visites.

Le libellé proposé pour cette extension de compétence est le suivant :

→ *Actions de promotion touristique relevant des missions d'un office de tourisme au sens de l'article L. 133-3 du code du tourisme.*

Cette extension de compétence est à inscrire dans les statuts de la CAD à l'article 5.3 « compétences facultatives » (nouvelle rubrique 5.3.18).

Le projet des statuts modifiés vous est présenté en annexe.

Suivant la procédure applicable (articles L5211-17 du CGCT), les communes de la CAD seront saisies de la délibération du Conseil communautaire afin qu'elles puissent se prononcer sur ce projet de modification statutaire, dans les conditions de majorité prévues par la loi.

Il vous est proposé, après avis favorable du bureau :

- d'approuver le projet des statuts modifiés tel que présenté et annexé au présent exposé,
- d'autoriser le Président ou son représentant délégué à souscrire tous les actes s'attachant à l'exécution de cette décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

(Suivent les signatures)
Pour Extrait Certifié Conforme
Le Président

Christian POIRET

Comparatif statuts actuels / Statuts projetés

Statuts actuels	Statuts projetés
<p align="center"><u>Preamble</u></p> <p>Conformément à l'article L5216-1 du code général des collectivités territoriales, les communes de :</p> <p>Anhiers, Arleux, Aubigny-au-Bac, Auby, Brunémont, Bugnicourt, Cantin, Courchelettes, Quincy, Dechy, Douai, Erchin, Esquerchin, Estrées, Faumont, Féchain, Férin, Fiers-en-Escribleux, Flines les Raches, Fressain, Goaulzin, Guesnain Hamel, Lallaing, Lambres-lez-Douai, Lauwin-Planque, Lécluse, Marcq-en-Ostrevent, Raches, Raimbeaucourt, Roost-Warendin, Roucourt, Sin-le-Noble, Villers-au-Tertre, Waziers</p> <p>Ont décidé de s'associer, dans le cadre d'une communauté d'agglomération, au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement local et d'aménagement de leur territoire.</p> <p>Cette communauté d'agglomération est régie par les articles L5211-1 à 62 et L5216-1 à 10 code général des collectivités territoriales, ainsi que par les présents statuts.</p> <p>En outre ses membres déclarent qu'ils se référeront à la charte signée par chacun d'entre eux, et qui a vocation à s'appliquer dans leurs rapports respectifs.</p>	<p align="center"><u>Preamble</u></p> <p>Conformément à l'article L5216-1 du code général des collectivités territoriales, les communes de :</p> <p>Anhiers, Arleux, Aubigny-au-Bac, Auby, Brunémont, Bugnicourt, Cantin, Courchelettes, Quincy, Dechy, Douai, Erchin, Esquerchin, Estrées, Faumont, Féchain, Férin, Fiers-en-Escribleux, Flines les Raches, Fressain, Goaulzin, Guesnain Hamel, Lallaing, Lambres-lez-Douai, Lauwin-Planque, Lécluse, Marcq-en-Ostrevent, Raches, Raimbeaucourt, Roost-Warendin, Roucourt, Sin-le-Noble, Villers-au-Tertre, Waziers</p> <p>Ont décidé de s'associer, dans le cadre d'une communauté d'agglomération, au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement local et d'aménagement de leur territoire.</p> <p>Cette communauté d'agglomération est régie par les articles L5211-1 à 62 et L5216-1 à 10 code général des collectivités territoriales, ainsi que par les présents statuts.</p> <p>En outre ses membres déclarent qu'ils se référeront à la charte signée par chacun d'entre eux, et qui a vocation à s'appliquer dans leurs rapports respectifs.</p>
<p align="center"><u>I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u></p> <p align="center">Article 1 – CRÉATION ET MEMBRES</p> <p>Il est créé une communauté d'agglomération regroupant les communes suivantes :</p>	<p align="center"><u>I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u></p> <p align="center">Article 1 – CRÉATION ET MEMBRES</p> <p>Il est créé une communauté d'agglomération regroupant les communes suivantes :</p>

COURRIER ARRIVÉ LE
07 AVR. 2017
MAIRIE DE RAIMBEAUCOURT

Raimbeaug - 07/04/17

<p>Anhiers, Arleux, Aubigny-au-Bac, Auby, Brunémont, Bugnicourt, Cantin, Courchelettes, Quincy, Dechy, Douai, Erchin, Esquerchin, Estrées, Faumont, Féchain, Férin, Fliers-en-Escrebieux, Flines les Raches, Fressain, Goeulzin, Guesnain, Hamel, Lallaing, Lambres-lez-Douai, Lauwin-Planque, Lécluse, Marcq-en-Ostrevent, Râches, Raimbeaucourt, Roost-Warendin, Roucourt, Sin-le-Noble, Villers-au-Tertre, Waziers.</p> <p>L'admission de communes nouvelles se fera dans les conditions prévues aux articles L 5211-18 et suivants du code général des collectivités territoriales</p> <p>Article 2 – DÉNOMINATION</p> <p>La communauté d'agglomération a pour nom « Communauté d'agglomération du Douaisis »</p> <p>Article 3 – SIÈGE SOCIAL</p> <p>La communauté d'agglomération a son siège à DOUAI, 746 rue Jean Perrin.</p> <p>Article 4 – DURÉE</p> <p>La communauté d'agglomération du douaisis est créée sans limitation de durée conformément à l'article L 5216-2 du code général des collectivités territoriales.</p> <p style="text-align: center;"><u>II – DÉFINITION ET EXERCICE DES COMPÉTENCES</u></p> <p>Article 5 – COMPÉTENCES</p> <p>La communauté d'agglomération exerce de plein droit, conformément à l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales, au lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :</p>	<p>Anhiers, Arleux, Aubigny-au-Bac, Auby, Brunémont, Bugnicourt, Cantin, Courchelettes, Quincy, Dechy, Douai, Erchin, Esquerchin, Estrées, Faumont, Féchain, Férin, Fliers-en-Escrebieux, Flines les Raches, Fressain, Goeulzin, Guesnain, Hamel, Lallaing, Lambres-lez-Douai, Lauwin-Planque, Lécluse, Marcq-en-Ostrevent, Râches, Raimbeaucourt, Roost-Warendin, Roucourt, Sin-le-Noble, Villers-au-Tertre, Waziers.</p> <p>L'admission de communes nouvelles se fera dans les conditions prévues aux articles L 5211-18 et suivants du code général des collectivités territoriales</p> <p>Article 2 – DÉNOMINATION</p> <p>La communauté d'agglomération a pour nom « Communauté d'agglomération du Douaisis »</p> <p>Article 3 – SIÈGE SOCIAL</p> <p>La communauté d'agglomération a son siège à DOUAI, 746 rue Jean Perrin.</p> <p>Article 4 – DURÉE</p> <p>La communauté d'agglomération du douaisis est créée sans limitation de durée conformément à l'article L 5216-2 du code général des collectivités territoriales.</p> <p style="text-align: center;"><u>II – DÉFINITION ET EXERCICE DES COMPÉTENCES</u></p> <p>Article 5 – COMPÉTENCES</p> <p>La communauté d'agglomération exerce de plein droit, conformément à l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales, au lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :</p>
--	--

170525-070517

COURRIER ARRIVÉ LE
07 AVR 2017
MAIRIE DE RAMBEAUCOURT

5.1 – compétences obligatoires

5.1.1 – En matière de développement économique :

- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

5.1.2 – En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale dans les conditions de l'article 136 de la loi 2014-366 du 24 mars 2014 (dite loi ALUR) ;
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;
- organisation de la mobilité au sens du titre II du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; à ce titre, elle peut organiser un service de mise à disposition de bicyclettes en libre-service ;

5.1.3 – En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

5.1 – compétences obligatoires

5.1.1 – En matière de développement économique :

- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

5.1.2 – En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale dans les conditions de l'article 136 de la loi 2014-366 du 24 mars 2014 (dite loi ALUR) ;
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;
- organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; à ce titre, elle peut organiser un service de mise à disposition de bicyclettes en libre-service ;

5.1.3 – En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

APV 025-070517

MAIRIE DE RAINNEBAUCOURT
 07 AVR. 2017
 COURRIER ARRIVEE

<p>5.1.4 – En matière de politique de la ville dans la communauté : - élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; - animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; - programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;</p> <p>5.1.5 – En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;</p> <p>5.1.6 – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.</p> <p><u>5.2 – compétences optionnelles</u></p> <p>5.2.1 – Création ou aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire. Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence " création ou aménagement et entretien de voirie communautaire " et que son territoire est couvert par un plan de déplacements urbains, la circulation d'un service de transport collectif en site propre entraîne l'intérêt communautaire des voies publiques supportant cette circulation et des trottoirs adjacents à ces voies. Toutefois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut, sur certaines portions de trottoirs adjacents, limiter l'intérêt communautaire aux seuls équipements affectés au service de transport collectif.</p> <p>5.2.2 – En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : - lutte contre la pollution de l'air - lutte contre les nuisances sonores - soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie dont, la création, l'entretien et l'exploitation d'un réseau d'infrastructure pour les véhicules électriques et hybrides</p>	<p>5.1.4 – En matière de politique de la ville dans la communauté : - élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; - animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; - programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;</p> <p>5.1.5 – En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;</p> <p>5.1.6 – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.</p> <p><u>5.2 – compétences optionnelles</u></p> <p>5.2.1 – Création ou aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire. Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence " création ou aménagement et entretien de voirie communautaire " et que son territoire est couvert par un plan de déplacements urbains, la circulation d'un service de transport collectif en site propre entraîne l'intérêt communautaire des voies publiques supportant cette circulation et des trottoirs adjacents à ces voies. Toutefois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut, sur certaines portions de trottoirs adjacents, limiter l'intérêt communautaire aux seuls équipements affectés au service de transport collectif.</p> <p>5.2.2 – En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : - lutte contre la pollution de l'air - lutte contre les nuisances sonores - soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie dont, la création, l'entretien et l'exploitation d'un réseau d'infrastructure pour les véhicules électriques et hybrides</p>
---	---

ROM 29-090417

10/08 - 070517

<p>5.2.3 – Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire</p> <p>5.2.4 — En matière d'eau potable conformément aux dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT, la communauté assure la production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable.</p> <p><u>5.3 – compétences facultatives</u></p> <p>5.3.1 – Création et gestion de réseaux câblés ou hertziens de télécommunications, de vidéocommunications et de tous autres services susceptibles d'être transmis par eux.</p> <p>5.3.2 – Maîtrise d'ouvrage d'opérations de requalification des abords de grandes infrastructures routières, fluviales ou ferroviaires des grands axes d'entrée dans la communauté d'agglomération.</p> <p>5.3.3 – Création de réserves foncières hors zones d'activités.</p> <p>5.3.4 – Mise en œuvre des obligations des communes adhérentes concernant la capture et la garde des animaux errants</p> <p>5.3.5 – Prise en charge des dépenses relatives à la gestion administrative et financière des structures inhérentes au service de secours et de lutte contre l'incendie</p> <p>5.3.6 – Gestion du Parc des expositions du Rivage Gayant ainsi que la réalisation de tous travaux afférents à cet équipement</p> <p>5.3.7 – Actions de développement touristique d'intérêt commun</p> <p>5.3.8 – Actions de développement rural d'intérêt commun</p> <p>5.3.9 – Archéologie préventive</p>	<p>5.2.3 – Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire</p> <p>5.2.4 — En matière d'eau potable conformément aux dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT, la communauté assure la production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable.</p> <p><u>5.3 – compétences facultatives</u></p> <p>5.3.1 – Création et gestion de réseaux câblés ou hertziens de télécommunications, de vidéocommunications et de tous autres services susceptibles d'être transmis par eux.</p> <p>5.3.2 – Maîtrise d'ouvrage d'opérations de requalification des abords de grandes infrastructures routières, fluviales ou ferroviaires des grands axes d'entrée dans la communauté d'agglomération.</p> <p>5.3.3 – Création de réserves foncières hors zones d'activités.</p> <p>5.3.4 – Mise en œuvre des obligations des communes adhérentes concernant la capture et la garde des animaux errants</p> <p>5.3.5 – Prise en charge des dépenses relatives à la gestion administrative et financière des structures inhérentes au service de secours et de lutte contre l'incendie</p> <p>5.3.6 – Gestion du Parc des expositions du Rivage Gayant ainsi que la réalisation de tous travaux afférents à cet équipement</p> <p>5.3.7 – Actions de développement touristique d'intérêt commun</p> <p>5.3.8 – Actions de développement rural d'intérêt commun</p> <p>5.3.9 – Archéologie préventive</p>
--	--

COURRIER ARRIVÉ LE
07 AVR. 2017
MAIRIE DE RAINBÉAUCOURT

COURRIER ARRIVE LE 07 AVR. 2017

<p>5.3.10 – Elimination et valorisation des déchets issus d'activités de soins à risque infectieux, sous forme de matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, produits dans le cadre de l'exercice d'une profession libérale ou par les patients en auto-médication</p> <p>5.3.11 – Mise en place d'un schéma d'aménagement et de gestion du paysage et réalisation des opérations d'intérêt commun s'y rapportant</p> <p>5.3.12 – Assainissement des eaux usées et, si des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales ou des pollutions apportées au milieu par le rejet des eaux pluviales, la collecte et le stockage de ces eaux ainsi que le traitement de ces pollutions dans les zones délimitées par la communauté en application des 3° et 4° de l'article L. 2224-10</p> <p>La communauté exerce notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif,- l'exécution de tous les travaux de voirie et de réseaux divers, à la demande des collectivités adhérentes, lorsque ceux-ci sont accessoires et concomitants à des travaux d'assainissement devant être réalisés sur les mêmes voies,- la collecte et l'élimination des eaux pluviales : les déversoirs d'orage, les bassins, les avaloirs, les bouches d'égout, le réseau séparatif, les techniques alternatives dans les zones délimitées comme sus-évoqué,- la gestion du réseau hydrographique de surface d'intérêt commun. <p>5.3.13 – En matière de réseaux publics de distribution d'électricité au sens des dispositions de l'article L.2224-31 du CGCT : la communauté est autorité concédante et autorité organisatrice de la distribution publique de l'électricité. Cette compétence ne s'étend pas aux contentieux déjà nés au moment du transfert effectif de celle-ci à la Communauté.</p> <p>5.3.14 – Création et gestion d'un parc de matériel.</p> <p>5.3.15 – Actions de formation des demandeurs d'emploi de 16 ans et plus, hors système scolaire.</p>	<p>5.3.10 – Elimination et valorisation des déchets issus d'activités de soins à risque infectieux, sous forme de matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, produits dans le cadre de l'exercice d'une profession libérale ou par les patients en auto-médication</p> <p>5.3.11 – Mise en place d'un schéma d'aménagement et de gestion du paysage et réalisation des opérations d'intérêt commun s'y rapportant</p> <p>5.3.12 – Assainissement des eaux usées et, si des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales ou des pollutions apportées au milieu par le rejet des eaux pluviales, la collecte et le stockage de ces eaux ainsi que le traitement de ces pollutions dans les zones délimitées par la communauté en application des 3° et 4° de l'article L. 2224-10</p> <p>La communauté exerce notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif,- l'exécution de tous les travaux de voirie et de réseaux divers, à la demande des collectivités adhérentes, lorsque ceux-ci sont accessoires et concomitants à des travaux d'assainissement devant être réalisés sur les mêmes voies,- la collecte et l'élimination des eaux pluviales : les déversoirs d'orage, les bassins, les avaloirs, les bouches d'égout, le réseau séparatif, les techniques alternatives dans les zones délimitées comme sus-évoqué,- la gestion du réseau hydrographique de surface d'intérêt commun. <p>5.3.13 – En matière de réseaux publics de distribution d'électricité au sens des dispositions de l'article L.2224-31 du CGCT : la communauté est autorité concédante et autorité organisatrice de la distribution publique de l'électricité. Cette compétence ne s'étend pas aux contentieux déjà nés au moment du transfert effectif de celle-ci à la Communauté.</p> <p>5.3.14 – Création et gestion d'un parc de matériel.</p> <p>5.3.15 – Actions de formation des demandeurs d'emploi de 16 ans et plus, hors système scolaire.</p>
---	---

Reponses - 07/04/17

5.3.16 – Représentation des communes au sein de la mission locale

5.3.17 - Participation financière à des études préalables ou d'ingénierie liées à des projets de « maisons de santé »

Article 6 – EXERCICE DES COMPÉTENCES

6.1 - La Communauté exerce, au lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Conformément à l'article L5216-5.III du code général des collectivités territoriales, lorsque l'exercice des compétences obligatoires et optionnelles est subordonné à la reconnaissance de l'intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté d'agglomération.

Conformément au code général des collectivités territoriales, la communauté peut conclure des conventions dans le cadre soit des régimes de mutualisation, soit de prestations de services. Elle peut notamment passer de telles conventions pour assurer, entre autres, pour le compte de ses membres :

- l'étude et la réalisation de travaux neufs, de réhabilitation, de modification, de réaménagement ou de grosses réparations
- l'étude et la réalisation de marchés collectifs

6.2 – En dehors de sa capacité à adhérer à un syndicat mixte, dans le respect des conditions du code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération peut participer à tout organisme ou à des actions extérieures à son périmètre, dès lors que ces participations se rattachent à l'une de ses compétences et lui permettent d'assurer le développement de son propre territoire.

5.3.16 – Représentation des communes au sein de la mission locale

5.3.17 - Participation financière à des études préalables ou d'ingénierie liées à des projets de « maisons de santé »

5.3.18 - Actions de promotion touristique relevant des missions d'un office de tourisme au sens de l'article L. 133.3 du code du tourisme

Article 6 – EXERCICE DES COMPÉTENCES

6.1 - La Communauté exerce, au lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Conformément à l'article L5216-5.III du code général des collectivités territoriales, lorsque l'exercice des compétences obligatoires et optionnelles est subordonné à la reconnaissance de l'intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté d'agglomération.

Conformément au code général des collectivités territoriales, la communauté peut conclure des conventions dans le cadre soit des régimes de mutualisation, soit de prestations de services. Elle peut notamment passer de telles conventions pour assurer, entre autres, pour le compte de ses membres :

- l'étude et la réalisation de travaux neufs, de réhabilitation, de modification, de réaménagement ou de grosses réparations
- l'étude et la réalisation de marchés collectifs

6.2 – En dehors de sa capacité à adhérer à un syndicat mixte, dans le respect des conditions du code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération peut participer à tout organisme ou à des actions extérieures à son périmètre, dès lors que ces participations se rattachent à l'une de ses compétences et lui permettent d'assurer le développement de son propre territoire.

COURRIER ARRIVÉ LE
07 AVR. 2017
MAIRIE DE RAINBEAUCOURT

PAGES - 070517

La communauté peut ainsi participer par convention à des opérations menées par d'autres structures intercommunales et en collaboration avec d'autres EPCI. Elle peut également conclure des conventions avec des personnes publiques tierces.

6.3 – Dans la limite de l'objet de la Communauté défini aux présents statuts et du principe de spécialité, la communauté d'agglomération peut assurer des prestations de service rentrant dans le cadre de ses compétences pour le compte d'une collectivité territoriale, ou d'un autre établissement public.

La communauté peut ainsi participer par convention à des opérations menées par d'autres structures intercommunales et en collaboration avec d'autres EPCI. Elle peut également conclure des conventions avec des personnes publiques tierces.

6.3 – Dans la limite de l'objet de la Communauté défini aux présents statuts et du principe de spécialité, la communauté d'agglomération peut assurer des prestations de service rentrant dans le cadre de ses compétences pour le compte d'une collectivité territoriale, ou d'un autre établissement public.

